

Lyon le 9/11/16

Déclaration liminaire au CTL

Monsieur le Président,

Le contexte DGFIP est marqué par le débat de la loi de Finances 2017 à l'Assemblée nationale et du projet de loi de mise en œuvre du Prélèvement à la Source (PAS).

Sur le premier point, Solidaires Finances Publiques déplore que ses revendications en matière de moyens budgétaires et humains n'aient pas été entendues et prises en compte dans ce projet. Le sujet qui fâche tous les agents de la DGFIP : 1815, c'est le Waterloo de l'emploi, chiffre des suppressions d'emplois annoncées en 2017 à la DGFIP, qui aura perdu 37 000 emplois ces 13 dernières années.

Que dire du discours de notre directeur général se glorifiant sans rire que « le nombre des suppressions d'emplois l'an prochain à la DGFIP est fixé à 1630 ETP, ce qui représente 500 de moins qu'en 2016 » !

La réalité est que cette nouvelle saignée arrive en même temps que le prélèvement à la source (PAS), qui, s'il est mis effectivement en place, va accroître très fortement les charges de travail qui explosent déjà.

Pire, le bilan social 2015 de la DGFIP montre un repli sans précédent de sa capacité d'action. Nos missions sont désormais clairement en danger.

Tous les services, toutes les sphères sont concernés, y compris ceux qui se pensaient relativement à l'abri. La DG lance ainsi une refonte totale des structures du contrôle fiscal, prévoit la fermeture de 11 établissements de services informatiques d'ici 4 ans, la création de 10 plateformes RH en lieu et place de près de 150 services du même nom implantés dans les directions territoriales ou spécialisées d'ici 3 ans. Préparez vos valises! La mobilité subie, les agents n'en voulaient pas, la DG la leur impose.

Dans la sphère informatique, nous ne reviendrons pas sur les conditions déplorables du dernier GT. Espérons que pour le prochain GT, prévu en décembre, la centrale aura retenu les revendications des représentants du personnel et qu'un véritable débat sur les sujets importants pourra se tenir.

Sur le sujet des fusions des ESI, nous réaffirmons ici notre opposition totale à cette nouvelle restructuration qui de notre point de vue n'apporte rien de bon pour les agents et l'exercice des missions.

Venons en maintenant à l'ordre du jour de ce CTL.

Sur le recrutement de personnel « PACTE », s'il est louable de donner la possibilité à des jeunes chômeurs de rentrer dans la vie active, n'oublions pas le nombre de plus en plus faible des recrutements par concours et les conditions d'intégration des stagiaires dans les services. Cette situation crée de fait un malaise entre les agents exerçant un même métier. Lors de l'examen de ce point d'ordre du jour nous reviendrons sur les conditions de sélection des candidats, sur le rôle des tuteurs et enfin sur les conditions d'intégration au sein de la DGFIP. Les moyens de défense des agents « PACTE » sont bien faibles face à l'administration.

Vous nous demandez notre avis sur l'évolution des missions à l'ESI de Dijon, alors que tout est en place. A quoi va servir notre vote... Solidaires Finances Publiques ne participera pas au vote, par contre nous reviendrons sur les conditions de mise en place de la réorganisation de l'IA/IIA. Sur l'aspect matériel la création d'un bureau pour le chef de service et le dimensionnement des

équipes auraient dû faire l'objet d'une présentation au CHSCT. Rien de tout cela, aucune information des représentants du personnel. Cette méthode est inacceptable.

Sur l'expérimentation de concursive-alim, nous apprenons aujourd'hui que tout est en place. La DG ayant décidé de cette expérimentation bien en amont. Sur ce sujet, nous déplorons un manque d'information de votre part.

L'expérimentation du PAR à l'AT PRO s'inscrit dans la même démarche que la restructuration de l'accueil des contribuables. La DG faute de moyens humains (voir les suppressions d'emploi) tente de désintoxiquer les utilisateurs du contact téléphonique. Pire les agents de la DGFIP feront de l'auto-dépannage. De plus les conditions d'utilisation et la diversité des applications informatiques ne sont pas les mêmes dans les SPF et dans les services de la sphère PRO. Nous redoutons que dans cette expérimentation ni les utilisateurs ni les assistants utilisateurs n'y retrouvent leur compte. Pour faire face aux difficultés de l'assistance, ce sont des moyens humains, des applications informatiques conçues en concertation avec les utilisateurs et des formations de qualité qu'il faut mettre en place. Tout cela à un coût, mais cela est indispensable pour améliorer les conditions de travail de tous les agents.

Pour terminer, nous vous demandons d'inscrire en questions diverses :

- un point d'étape sur la fusion des ESI lyonnais
- un point sur l'évolution des services budget et formation de la DISI suite à la réorganisation de ces missions au niveau national
- un point d'étape sur les nouvelles missions de développement à l'ESI Part Dieu
- un point sur le déménagement du service MSN/Sauvegardes et l'arrivée d'un adjoint au chef de service au MSN.

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO-DGFIP, appellent tous les personnels de la DGFIP à se mobiliser lors de la journée de grève du 15 novembre pour exiger:

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations
- le renforcement des moyens humains et budgétaires
- le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et pour refuser la mise en place de PPCR et du RIFSEEP
- une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail
- le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.